

Unité départementale du Loiret  
3 rue du Carbone - Orléans  
Adresse postale : DREAL CVL - UD45  
5 avenue Buffon - CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 23/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)**

Avenue du 11 Novembre 1918  
45300 Pithiviers

Références : 516 / 2025 - VAT20250504  
Code AIOT : 0010013356

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2) implanté Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée de manière inopinée dans le cadre d'un contrôle inopiné de la qualité des rejets aqueux demandé par l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)
- Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers

- Code AIOT : 0010013356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Les activités exercées par la société ORGAPHARM dans son établissement de Pithiviers sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2017. Le site actuel est issu de la fusion des sites OGP1, dont les activités sont réglementées par l'AP du 18/01/2011, et OGP2, dont les activités sont réglementées par l'AP du 17/02/2000.

L'établissement ORGAPHARM est soumis à autorisation pour les rubriques 1434-2, 1450-1, 2620, 2915-1a, 3410 - a à h et j, 3450, 4001, 4110-1a, 4110-2a, 4130-2a, 4331-1, 4710-1, et 4716-1.

L'établissement est classé Seveso seuil bas par règle de cumul concernant les dangers pour la santé, les dangers physiques et les dangers pour l'environnement, en application de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement.

L'établissement est également soumis aux dispositions de la directive du 24 novembre 2010 dite « IED ». Le site relève des rubriques 3410 et 3450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 7

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande d'action corrective	60 jours
2	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Demande d'action corrective	60 jours
3	Respect des périodicités minimales de surveillance - OGP1	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 9.2.3.1	Demande d'action corrective	60 jours
5	Respect des VLE - OGP1	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 4.3.9.1	Demande d'action corrective	60 jours
6	Respect des VLE - OGP2	Arrêté Préfectoral du 17/02/2000, article 3.5.3.3.3	Demande d'action corrective	60 jours
7	Prévention de la la pollution des rejets	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 4.2.1	Demande d'action corrective	60 jours
8	Gestion des ouvrages de traitement	Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 4.3.4	Demande d'action corrective	60 jours
9	Actions	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	correctives en cas de dépassement de VLE	02/02/1998, article 58-IV		
10	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	60 jours
11	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Respect des périodicités minimales de surveillance - OGP2	Arrêté Préfectoral du 17/02/2000, article 9.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 49 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 :</p> <p>"Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation."</p> <p>Article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 18/01/11 :</p>

"Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages."

Article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 17/02/00 :

"Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de substances qui directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles :

- d'incommoder le voisinage,
- d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,
- de nuire à la santé ou à la sécurité publique et en particulier de dégager des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- de compromettre la réalisation des objectifs de qualité du milieu naturel récepteur y compris par une coloration, une odeur ou une saveur notables."

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 30/06/25, la société Apave Exploitation France (Agence de Saint-Denis) est présente pour effectuer un contrôle inopiné de la qualité des rejets aqueux.

Deux points rejets font l'objet d'un prélèvement :

- le point de rejet des eaux usées du site OGP1 (désigné N° EU dans l'arrêté préfectoral du 18/01/2011) ;
- le point de rejet des eaux usées du site OGP2 (sans désignation dans l'arrêté préfectoral du 17/02/2000).

Les eaux rejetées au niveau de ces deux points de rejet se déversent dans le réseau collectif. Aucun rejet direct au milieu naturel n'est effectué.

Lors de la visite, l'inspection constate que :

- les eaux qui s'écoulent au niveau du point de rejet des eaux usées du site OGP1 sont de couleur grisâtre et exemptes de matières flottantes ou d'odeur ;
- les eaux qui s'écoulent au niveau du point de rejet des eaux usées du site OGP2 sont de couleur claire et exemptes de matières flottantes ou d'odeur.

**Constat :** Les effluents rejetés au niveau du point de rejet des eaux usées du site OGP1 présentent une coloration notable.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

## N° 2 : Points de prélèvement aménagés

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés

### **Prescription contrôlée :**

Article 50 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 :

"Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées."

Article 4.3.6.3 de l'arrêté préfectoral du 18/01/11 :

"Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C."

### **Constats :**

Les points de rejet des eaux usées des sites OGP1 et OGP2 disposent tous les deux d'un regard en amont du rejet au réseau communal.

Ces regards sont implantés dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives. Ils sont aisément accessibles et ont permis au prestataire retenu pour effectuer le contrôle inopiné d'y mettre en place un préleveur sans difficulté.

Ces deux points de rejet disposent en outre tous les deux d'un système de prélèvement automatique. L'inspection relève que le préleveur situé au niveau du point de rejet des eaux usées du site OGP1 réalise un prélèvement toutes les 10 minutes, sans asservissement au débit, et qu'il ne permet pas la conservation des échantillons à une température de 4°C, comme prévu par l'article 4.3.6.3 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011.

**Constat :** Le système de prélèvement prévu au niveau du point de rejet des eaux usées du site OGP1 n'est pas conforme aux dispositions de l'article 4.3.6.3 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2011.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 3 : Respect des périodicités minimales de surveillance - OGP1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 9.2.3.1																								
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance																								
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions minimum suivantes sont mises en oeuvre :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th> <th>Périodicité de la mesure</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Débit</td> <td>Continu</td> </tr> <tr> <td>pH</td> <td>Continu</td> </tr> <tr> <td>DCO</td> <td>Journalier</td> </tr> <tr> <td>Phénol</td> <td>Hebdomadaire</td> </tr> <tr> <td>MES</td> <td>Hebdomadaire</td> </tr> <tr> <td>DBO5</td> <td>Hebdomadaire</td> </tr> <tr> <td>Azote total</td> <td>Hebdomadaire</td> </tr> <tr> <td>Phosphore total</td> <td>Hebdomadaire</td> </tr> <tr> <td>COV halogénés</td> <td>Semestrielle</td> </tr> </tbody> </table> <table border="1"> <tbody> <tr> <td>Chloroforme</td> <td>Semestrielle</td> </tr> <tr> <td>Dichlorométhane</td> <td>Semestrielle</td> </tr> </tbody> </table>	Paramètres	Périodicité de la mesure	Débit	Continu	pH	Continu	DCO	Journalier	Phénol	Hebdomadaire	MES	Hebdomadaire	DBO5	Hebdomadaire	Azote total	Hebdomadaire	Phosphore total	Hebdomadaire	COV halogénés	Semestrielle	Chloroforme	Semestrielle	Dichlorométhane	Semestrielle
Paramètres	Périodicité de la mesure																							
Débit	Continu																							
pH	Continu																							
DCO	Journalier																							
Phénol	Hebdomadaire																							
MES	Hebdomadaire																							
DBO5	Hebdomadaire																							
Azote total	Hebdomadaire																							
Phosphore total	Hebdomadaire																							
COV halogénés	Semestrielle																							
Chloroforme	Semestrielle																							
Dichlorométhane	Semestrielle																							

Hydrocarbures totaux	Semestrielle
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que, pour le point de rejet des eaux usées du site OGP1, l'exploitant a télédéclaré sur la plateforme GIDAF, au cours des 6 mois précédant l'inspection, ses résultats d'autosurveillance selon les périodicités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- débit de manière journalière ;</li> <li>- pH de manière journalière ;</li> <li>- DCO de manière journalière ;</li> <li>- DBO de manière hebdomadaire ;</li> <li>- MES de manière hebdomadaire ;</li> <li>- indice phénol de manière hebdomadaire ;</li> <li>- azote total de manière hebdomadaire ;</li> <li>- phosphore total de manière hebdomadaire ;</li> <li>- COV halogénés (AOX) de manière hebdomadaire ;</li> <li>- dichlorométhane de manière semestrielle (une mesure, réalisée le 22/05/25, au cours des 6 mois précédant l'inspection).</li> </ul> <p>En revanche, au niveau de ce point de rejet, aucun résultat de mesure n'a été transmis sur la plateforme GIDAF au cours des 6 mois précédant l'inspection pour le chloroforme et les hydrocarbures totaux, pourtant associés à une périodicité d'autosurveillance semestrielle.</p> <p><b>Constat : Non respect des périodicités minimales de surveillance au niveau du point de rejet des eaux usées du site OGP1.</b></p>	
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours	

**N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance - OGP2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/02/2000, article 9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les inconvénients et dangers résultant de l'exploitation de l'établissement seront surveillés d'une</p>

part par l'exploitant (autosurveillance) et d'autre part par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement aux frais de l'exploitant, selon les fréquences suivantes.

Les contrôles seront réalisés sur des échantillons prélevés avant rejet dans le réseau.

Paramètres	Autosurveillance
Débit	Continu
pH	Continu
MES	Hebdomadaire
DCO	Hebdomadaire
DBO5	Mensuelle
Hydrocarbures	Semestrielle
Métaux lourds (cuivre et mercure)	Semestrielle

**Constats :**

L'inspection constate que, pour le point de rejet des eaux usées du site OGP2, l'exploitant a télédéclaré sur la plateforme GIDAF, au cours des 6 mois précédant l'inspection, ses résultats d'autosurveillance selon les périodicités suivantes (sauf absence de rejet indiquée) :

- débit de manière journalière ;
- pH de manière journalière ;
- DCO de manière hebdomadaire ;
- MES de manière hebdomadaire ;
- DBO5 de manière hebdomadaire ;
- hydrocarbures (une mesure, réalisée le 18/02/25, au cours des 6 mois précédant l'inspection).
- métaux lourds (une mesure, réalisée le 18/02/25, au cours des 6 mois précédant l'inspection).

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Respect des VLE - OGP1**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 4.3.9.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE

**Prescription contrôlée :**

Article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 18/01/2011 :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °EU (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5. )

Débit de référence	Moyen journalier : 300 m3	
Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux moyen journalier (kg/j)
MES	100	15
DCO	300	100
DBO5	100	30
Azote total	30	50
Phosphore total	4	15
Phénol	0,15	0,045
COV halogénés	1 (exprimé en AOX)	0,3
Chloroforme	1	0,3

Dichlorométhane	1,5	0,45
Hydrocarbures totaux	5	1,5

Article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 18/01/2011 :

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 9,5

#### Constats :

L'inspection constate sur la base des résultats d'autosurveillance télédéclarés sur la plateforme GIDAF au cours des 6 mois précédant l'inspection au niveau du point de rejet des eaux usées du site OGP1 :

- une concentration en DCO systématiquement supérieure à la VLE (174 valeurs en écart sur 174) et un flux en DCO supérieure à la VLE la grande majorité du temps (122 valeurs en écart sur 174) ;
- une concentration en DBO supérieure à la VLE la très grande majorité du temps (160 valeurs en écart sur 174) et un flux en DBO supérieur à la VLE de façon récurrente (115 valeurs en écart sur

174) ;

- plusieurs écarts concernant la concentration en MES (14 valeurs en écart sur 174) et le flux en MES (40 valeurs avec écart pour 174) ;
- plusieurs écarts concernant la concentration en azote total (7 valeurs en écart sur 174) ;
- plusieurs écarts concernant le débit (22 valeurs en écart sur 174) ;
- plusieurs écarts concernant la concentration en phénol (28 valeurs en écart sur 174) et le flux en phénol (25 valeurs en écart sur 174) ;
- aucun écart concernant la température ou le pH.

Concernant le résultat du contrôle inopiné de la qualité des rejets aqueux effectué le jour de la visite, l'inspection constate, sur la base du rapport fourni par la société Apave Exploitation France, que le prélèvement effectué au niveau du point de rejet des eaux usées du site OGP1 respecte l'ensemble des valeurs limites d'émission fixées, à l'exception de celles fixées pour la DCO :

- concentration de 812 mg/l contre une VLE à 300 mg/l ;
- flux de 141 kg/j contre une VLE à 100 kg/j.

L'inspection note toutefois que le paramètre AOX n'a pas été mesuré et que, pour les hydrocarbures, seul l'indice C10-C40 a été mesuré.

A la suite de l'obtention de ces résultats, l'exploitant indique à l'inspection que le curage du bassin physico-chimique de la STEP de OGP1 a été réalisé lors de l'arrêt technique estival de 2025 et que, depuis cette action corrective, les VLE fixées pour la DCO, en concentration et en flux, sont systématiquement respectées.

**Constat : Absence de respect des VLE au niveau du point de rejet des eaux usées du site OGP1.**

L'inspection constate, par consultation des résultats d'autosurveillance enregistrés (mais non transmis) sur la plateforme GIDAF pour le mois de septembre 2025, que tous les paramètres sont conformes aux VLE et en particulier :

- la concentration en DCO est inférieure ou égale à 230 mg/l (et donc à la VLE de 300 mg/l) ;
- le flux en DCO est inférieur à 80 kg/j (et donc à la VLE de 100 kg/j).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/02/2000, article 3.5.3.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE

**Prescription contrôlée :**

Les eaux rejetées dans le réseau collectif auront les caractéristiques physico-chimiques suivantes :

- Débit maximal : 100 m<sup>3</sup>/j
- Température : < 30°C
- pH : entre 5,5 et 9,5

Paramètres	Concentration exprimée en mg/l	Flux exprimé en kg/j
MES	600	60
DCO	1500	150
DBO5	500	50
Hydrocarbures	5	0,5
Métaux lourds (cuivre et mercure)	5	0,5

**Constats :**

L'inspection constate, sur la base des résultats d'autosurveillance télédéclarés sur la plateforme GIDAF au niveau du point de rejet des eaux usées du site OGP2, au cours des mois de janvier et février 2025 :

- une concentration en DCO systématiquement supérieure à la VLE (47 valeurs en écart sur 47) et un flux en DCO supérieure à la VLE la grande majorité du temps (27 valeurs en écart sur 47) ;
- une concentration en MES systématiquement supérieure à la VLE (7 valeurs en écart sur 7) et un flux en MES supérieure à la VLE la grande majorité du temps (5 valeurs en écart sur 7) ;
- plusieurs écarts concernant le débit (16 valeurs en écart sur 47) ;
- plusieurs écarts concernant le pH (4 valeurs en écart sur 47) ;
- un écart concernant la concentration en DBO (1 valeur en écart sur 7).

L'inspection constate toutefois que, depuis le 1<sup>er</sup> mars et jusqu'au 30 juin 2025, date de la visite d'inspection, les résultats d'autosurveillance télédéclarés sur la plateforme GIDAF au niveau du point de rejet des eaux usées du site OGP2 ne font état que :

- d'un unique écart concernant la concentration en DCO (le 3 mars) ;
- de 19 écarts concernant le débit.

Concernant le résultat du contrôle inopiné de la qualité des rejets aqueux effectué le jour de la visite, l'inspection constate, sur la base du rapport fourni par la société Apave Exploitation France, que le prélèvement effectué au niveau du point de rejet des eaux usées du site OGP2 respecte l'ensemble des VLE fixées.

**Constat : Absence de respect de la VLE fixée pour le débit au niveau du point de rejet des eaux usées du site OGP2.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 7 : Prévention de la la pollution des rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 4.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la la pollution des rejets

**Prescription contrôlée :**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent chapitre et au CHAPITRE 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

**Constats :**

En amont de la visite, par consultation sur la plateforme GIDAF des résultats d'autosurveillance au point de rejet des eaux pluviales EP1 du site OGP1, l'inspection avait relevé :

- une concentration en dichlorométhane de 164 µg/l en date du 10/12/24, correspondant à un flux de 208 g/j ;
- une concentration en toluène de 761 µg/l à cette même date, correspondant à un flux de 966 g/j.

Par courriel du 27 juin 2025, l'exploitant avait indiqué que :

- le dysfonctionnement de la vanne 3 voies en sortie du bassin P7 avait entraîné le remplissage complet de ce bassin et, par conséquent, le remplissage des bassins amonts P6 et P5 ;
- cette situation était susceptible d'être à l'origine de la présence de dichlorométhane dans les effluents rejetés au point de rejet des eaux pluviales EP1, le bassin P5 étant équipé d'un dispositif de trop-plein ayant pu entraîner un déversement dans le réseau pluvial.

L'exploitant avait alors indiqué que la vanne 3 voies dysfonctionnelle avait été remplacée et que le système de trop-plein avait été modifié pour que tout écoulement en étant issu soit dirigé vers le réseau d'eaux usées industrielles.

Lors de la visite, l'inspection constate en effet que la canalisation du réseau d'eaux usées industrielles longeant le bassin P5 a été coiffée de grilles (contre auparavant des dalles pleines), de

telle sorte qu'un nouveau débordement du bassin P5 par le dispositif de trop-plein s'y déverserait plutôt que dans le réseau d'eaux pluviales.

L'inspection constate d'après les résultats disponibles sur la plateforme GIDAF que les concentrations en dichlorométhane mesurées depuis le 10/12/24 au point de rejet EP1 du site OGP1 sont systématiquement inférieures à 5 µg/L.

Par courriel du 27 juin 2025, l'exploitant avait également indiqué que la présence de toluène pourrait être expliquée par la présence de micro-fuites dans le réseau d'eaux usées allant de l'atelier FA2 jusqu'à l'entrée de la station d'épuration. Il avait alors annoncé qu'une inspection télévisée serait réalisée lors de l'arrêt technique estival afin d'identifier les éventuels désordres et, si besoin, établir un plan de remédiation.

L'inspection constate d'après les résultats disponibles sur la plateforme GIDAF que les concentrations en toluène mesurées depuis le 10/12/24 au point de rejet EP1, bien que largement inférieures à celle observée à cette date, demeurent significatives pour un point de rejet d'eaux pluviales et d'eaux de refroidissement (30,7 µg/L le 24/04/25 ; 31,24 µg/L le 28/05/25 ; 10,9 µg/L le 30/09/25).

**Constat : Un rejet de toluène est effectué de manière récurrente par l'exploitant au niveau du point de rejet des eaux pluviales EP1 du site OGP1.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 8 : Gestion des ouvrages de traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des ouvrages de traitement

**Prescription contrôlée :**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection demande à l'exploitant la présentation du registre spécial prévu par l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 18/01/2011 et sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier, et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p> <p>L'exploitant indique ne disposer pour ses deux stations de traitement des eaux que de registres dans lesquels il renseigne les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bon fonctionnement, mais pas de registre spécial recueillant les éléments sus-cités.</p> <p><b>Constat :</b> L'exploitant ne dispose pas de registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>
--

**N° 9 : Actions correctives en cas de dépassement de VLE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV</p> <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actions correctives en cas de dépassement constaté des VLE</p> <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection note qu'en cas de dépassement des VLE, l'exploitant renseigne généralement les trois champs "Commentaires" de l'onglet synthèse sous GIDAF ("Cause des dépassements", "Nature des dépassements" et "Mesures correctives envisagées ou réalisées") mais relève toutefois plusieurs écarts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au mois de décembre 2024, les importantes concentrations observées pour le dichlorométhane et le toluène au niveau du point de rejet des eaux pluviales EP1 du site OGP1 ne sont pas indiquées</li> </ul>
---

dans le champ "Nature des dépassements" ;

- absence de mesures correctives renseignées au mois de juin 2025 pour le site OGP1 malgré des concentrations en DCO et en DBO5 atteignant respectivement 1200 mg/l et 460 mg/l (pour des VLE respectivement fixées à 300 mg/l et 100 mg/l) ;
- au mois de juin 2025, ensemble des champs indiqués comme "RAS" pour le site OGP2 malgré plusieurs dépassements au niveau du débit.

**Constat : Les télédéclarations transmises sur la plateforme GIDAF ne sont pas systématiquement accompagnées de commentaires précisant la nature du dépassement, les causes du dépassement et les actions correctives ou envisagées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 10 : Transmission GIDAF

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transmission GIDAF

**Prescription contrôlée :**

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

**Constats :**

L'établissement relevant du champ d'application de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié et ayant plusieurs analyses devant être effectuées à une périodicité journalière, les résultats d'autosurveillance doivent être transmis mensuellement via GIDAF ("au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure").

Par sondage, l'inspection relève plusieurs cas de non-respect de ce délai par l'exploitant :

- déclaration pour le mois de septembre 2025 pour le site OGP1 enregistrée mais non transmise au 1<sup>er</sup> novembre 2025 ;

- déclaration pour le mois d'août 2025 pour le site OGP2 transmise 3 octobre 2025
- déclaration pour le mois d'avril 2025 pour le site OGP1 transmise le 19 juin 2025 ;
- déclaration pour le mois de avril 2025 pour le site OGP2 transmise le 20 juin 2025.

**Constat : L'exploitant ne transmet pas ses résultats d'autosurveillance dans les délais prescrits.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 11 : Gestion des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

Article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 :

"L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires."

Annexe de la lettre préfectorale du 15 mai 2020 :

"Les quantités maximales entreposées sur site doivent être en cohérence avec les quantités indiquées lors du calcul du montant des garanties financières.

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. Les quantités de déchets entreposées sur le site ne doivent pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. Elles ne dépassent pas les valeurs suivantes :

Déchets dangereux OGP1 :

- déchets aqueux : 30 tonnes
- solvants non halogénés : 60 tonnes
- produits divers non conformes ou périmés : quantités inférieures à un coût de traitement de 5 000 €
- phase aqueuse : 30 tonnes
- solvants chlorés : 60 tonnes
- résidus de dégrilleur de STEP et divers minéraux UKIN/FENO : 4 tonnes
- silice RM : 4 tonnes
- DCU RM : 4 tonnes
- noirs et adjuvants de filtration : 4 tonnes

Déchets non-dangereux OGP1 :

- boues de STEP : 20 tonnes
- DIB : 5 tonnes
- bois : 2 tonnes
- ferrailles : 3 tonnes

Déchets dangereux OGP2 :

- résidus halogénés : 33,28 tonnes (réservoir et canalisations)
- résidus acétone : 16,19 tonnes (réservoir et canalisations)
- résidus isopropanol : 30,84 tonnes (réservoirs et canalisations)
- résidus de solvants non halogénés aqueux : 20,50 tonnes (réservoir et canalisations)
- résidus de solvants non halogénés : 14,81 tonnes (réservoir et canalisations)
- résidus de solvants acides : 20,46 tonnes (réservoir et canalisations)
- produits divers non conformes ou périmés : quantités inférieures à un coût de traitement de 5 000 €
- DIB : 1,7 tonnes

Déchets non-dangereux OGP2 :

- boues de STEP : 10 tonnes
- DIB : 1 tonne
- bois : 1,5 tonnes
- ferrailles : 1,6 tonnes"

**Constats :**

Lors de la visite du 18 octobre 2023, l'inspection avait constaté que la quantité de déchets entreposés sur le site dépassait, pour certaines familles de déchets, la quantité retenue par l'exploitant dans le cadre de la détermination du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en oeuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

Suite à ce constat, l'exploitant avait été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 31 janvier 2024, de procéder aux évacuations nécessaires afin de ramener les quantités de déchets entreposés sous les seuils prescrits.

Le jour de la visite objet du présent rapport, à la demande de l'inspection, l'exploitant fournit son état des stocks qui indique :

- 7500 litres de solvants chlorés acides : conforme par rapport à la limite de 30 tonnes ;
- 2300 litres de résidus d'isopropanol : conforme par rapport à la limite de 30,84 tonnes ;
- 85500 litres de solvants non halogénés : conforme par rapport à la limite de 74,81 tonnes (en considérant une densité de 0,8) ;
- 5100 litres de solvants non halogénés aqueux : conforme par rapport à la limite de 20,5 tonnes ;
- 4 800 litres de dichlorométhane distillé : conforme par rapport à la limite de 33,28 tonnes ;
- 7 GRV ("Grands Récipients Vrac = capacité de 1000 litres) de phases aqueuses acides et 5 GRV de solvants "acide blue" (correspondant à des phases aqueuses acides) : conforme par rapport à la limite de 30 tonnes ;
- 2 GRV de solvants chlorés : conforme par rapport à la limite de 60 tonnes ;
- 10 GRV de phases aqueuses et 3 GRV de phases aqueuses avec I2 (diode) : conforme par rapport à la limite de 30 tonnes.

L'inspection interroge l'exploitant sur la manière dont a été déterminé le volume de dichlorométhane distillé, l'état des stocks indiquant une "estimation" en raison d'un dysfonctionnement du niveau des cuves. L'exploitant indique que ces cuves ne sont plus utilisées, que la pompe a été consignée et que le volume indiqué correspond aux fonds de cuve résiduels.

L'inspection vérifie la concordance de cet état des stocks sur le terrain pour l'ensemble des catégories de déchets qui y sont renseignées.

Au niveau des cuves de stockage, l'inspection relève un unique écart au niveau de la cuve SR5 contenant 9200 litres de solvants non halogénés aqueux et non 5100 litres comme indiqué dans l'état des stocks, cette différence de volume pouvant être expliquée par les activités en cours.

L'inspection relève également la présence, non renseignée dans l'état des stocks, de :

- 36 GRV en attente de tri (phases aqueuses et organiques issues des productions de la semaine précédente) ;
- 16 GRV partiellement remplis (généralement un fond d'environ 20 %) en attente de transvasement ;
- 14 GRV et 18 futs d'émulseurs ;
- une cinquantaine de futs (dimensions variées) de déchets solides de laboratoire ;
- 42 petits futs (environ 30 L) de noirs et adjuvant de filtration.

Faute de pouvoir identifier les familles des déchets contenus dans les GRV en attente de tri, l'inspection n'est pas en mesure de constater le respect des quantités prescrites. Dès lors, le constat réalisé ne permet pas de lever la mise en demeure du 31 janvier 2024.

L'inspection note toutefois que l'exploitant maintient un volume de déchets globalement conforme à ce qui avait été déterminé dans le cadre du calcul du montant des garanties financières.

L'inspection relève cependant des discordances entre l'état des stocks physique et l'état des stocks informatique de l'exploitant.

L'exploitant s'assure de :

- tenir son état des stocks à jour ;

- maintenir, pour chaque famille de déchets, une quantité de déchets entreposés inférieure à la quantité retenue dans le cadre de la détermination du montant des garanties financières en inscrivant cette quantité limite dans l'état des stocks ;

En outre, l'inspection demande à l'exploitant :

- d'indiquer dans son état des stocks les GRV de déchets en attente de tri, lorsque ceux-ci sont entreposés pendant plusieurs jours ;

- de soumettre à l'inspection des installations classées une actualisation des quantités maximales de déchets susceptibles d'être entreposés pour le site consolidé, incluant notamment les GRV en attente de tri et restant en cohérence avec les quantités indiquées lors du calcul du montant des garanties financières.

Les justificatifs associés aux actions réalisées sont transmis à l'inspection des installations classées.

**Constat d'écart :** L'exploitant n'est pas en mesure de justifier :

- du respect des quantités maximales de déchets prescrites ;
- d'un état des stocks tenu à jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours